

# LES DISCIPLES DE ABDELHAMID LA SCIENCE ET LE LUNDI NOIR DES BOURSES MONDIALES L'énigmatique bonne santé du système financier algérien

Plongeon du CAC 40, effondrement du DAX, solide, allemand et prévoyant, disait-on, à la place de Frankfurt, chute vertigineuse du Dow-Jones, indice vedette de la Bourse de New York, le technologique Nasdak, altier, dominateur, sûr de lui, dégringolait et perdait, hier, jusqu'à 1 869, 17% de points...

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

«C'est la panique générale», déclarait, hier Adrian Van Tiggelen, principal stratège chez ING-Investment (Amsterdam).

De Moscou à Manille en passant par Tokyo, Rotterdam, Paris, Londres, Kuala-Lumpur, Francfort, Amsterdam, Pékin, Séoul, Dubaï, Doha, toutes les Bourses du monde tombaient, l'une après l'autre, toutes les ouvertures des principales chaînes TV mondiales ainsi que les titres des principaux quotidiens ou de la presse spécialisée évoquaient qui le «lundi noir de la Bourse», qui la «récession qui commence», qui «la fin de Wall-Street», qui, enfin, «le début de la descente aux enfers». Les Etats-Unis et l'Union européenne mettent aux oubliettes «le libre-échange», «la libre-circulation des capitaux», «l'ouverture des marchés».

George Bush lève, comme au bon vieux temps du rooseveltisme, 700 milliards de dollars et les met dans le marché pour empêcher Wall-Street de rendre l'âme. Chaque contribuable américain doit casquer 4 000 dollars nets pour sauver le système casino dit le capitalisme financier. Ça ne suffit pas. Les Bourses continuent leur folle équipée. La France, l'Italie, le Royaume-Uni et l'Allemagne piétinent les institutions européennes et s'autoréunissent à Paris, résultat du conclave parisien de Nicolas Sarkozy. Chaque Etat fait ce qu'il veut. Où sont donc passés, le pacte de stabilité, l'indépendance de la Banque centrale, la zone euro, les critères de Maastricht



Photo: DR.

devenus ceux de Lisbonne. La Belgique nationalise le navire-amiral de la finance, Fortis puis, quelques heures après, le remet en table de jeux et de le fourgue à BNP-Paribas. Les Pays-Bas rachètent, en toute souveraineté d'Etat, la filiale néerlandaise du groupe Fortis, l'Allemagne met de fortes sommes d'argent pour sauver la 4<sup>e</sup> banque du pays en voie d'extinction.

Le Danemark, l'Irlande, la Finlande, personne n'est en reste.

Tous les gouvernements de l'Union européenne oublient leurs vertus libérales et interviennent, directement, «souverainement» dans le marché. Dans le casino.

D'ici, de Bruxelles, l'on croit rêver en entendant les principaux dirigeants de l'UE défendre la «régulation», l'intervention si ce n'est «l'interventionnisme» de l'Etat, «le retour vers les banques de dépôt et non plus de spéculation», «l'Etat-providence», la «défense d'un fort secteur public».

A écouter Angela Merkel, Yves Leterme (Belgique), N. Sarkozy et les autres, on a du mal à distinguer leurs propos de ceux des économistes ou

des politiques qui ont toujours prôné ces valeurs. Seule différence : lorsque Samir Amine, Hugo Chavez, Salvatore Allende, Benhassine, Bouzidi ou le Brésilien Lula disent cela, on les accuse de «dirigistes», de «bureaucrates», «d'ignorants de la chose économique, du marché».

A la pauvre Algérie, on conseille, on ordonne de privatiser, totalement, Sonatrach, alors, qu'eux, Américains et Européens nationalisent s'il faut nationaliser, sans aucune forme d'explication. Il est vrai, cependant, que ni à Bruxelles, ni à New York, ni à Tokyo, où que ce soit dans le monde, l'on a entendu ou lu que la «crise boursière ne nous touche pas... Nous sommes parés à toute éventualité».

Exception faite de l'Algérie où des hauts responsables ont osé déclarer cela. En toute tranquillité...

Dans les années 1980, Abdelhamid Brahimi déclarait : «Face à la politique clairvoyante du président Chadli, l'Algérie est à l'abri des conséquences de la crise mondiale.»

La suite, tout le monde la connaît...

A. M.

## FRANCE

# Ménage à la DGSE

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

Le Conseil des ministres de mardi dernier a confirmé ce qui courait dans les couloirs depuis quelques semaines, à savoir la nomination d'un préfet sarkozyste à la tête de la Direction générale de la sécurité extérieure, DGSE.

Le nouveau patron, le préfet Erard Corbin de Mangoux, conseiller à l'Elysée, remplace Pierre Brochard qui ne devait quitter son poste qu'en juillet 2009.

Le nouveau patron de la DGSE est un fidèle de Nicolas Sarkozy. Il a assuré les fonctions de directeur

général des services des Hauts-de-Seine, fief électoral du président.

Les services de renseignement connaissent depuis l'accession de Sarkozy au pouvoir une profonde réorganisation entamée en juillet dernier au ministère de l'Intérieur par la fusion de la Direction de la surveillance du territoire, DST, et des Renseignements généraux et poursuivie, il y a un peu plus de deux mois, par la création, au sein même de l'Elysée, du poste de coordonnateur du renseignement confié à Bernard Bajolet, diplomate, ancien ambassadeur en poste à Alger.

Bajolet dirige le Conseil national du renseignement, CNR, organe dont la création a été suggérée par le livre blanc sur la défense, publié au

printemps dernier et qui fait du renseignement une fonction stratégique.

Tout comme le nouveau patron de la DGSE, Bernard Bajolet est considéré comme bénéficiant lui aussi de la confiance du président.

Partant, il faudra beaucoup aux deux hommes, Corbin de Mangoux à la tête de la DGSE constituée de 4 500 agents dont 1 300 militaires et l'autre, Bernard Bajolet à la tête d'une très petite équipe mais assurant la coordination d'ensemble des services, pour trouver une sorte de délimitation des frontières des terrains d'action respectifs pour ne pas empiéter sur les prérogatives de l'autre.

K. B.-A.

## CE MONDE QUI BOUGE

# Crise financière, qu'en est-il du FMI ?

Par Hassane Zerrouky



Garant de la stabilité du système monétaire international, le moins qu'on puisse dire est que le FMI n'a fait que constater les dégâts. Cette institution, si prompt à imposer aux pays pauvres ou moyennement développés (comme l'Argentine) quand ils sont en difficulté, des politiques de stabilisation aux conséquences socialement douloureuses, s'est avérée impuissante face à la crise actuelle.

Et pour cause : les Etats-Unis en sont le principal contributeur afin que l'institution créée à Bretton Woods en 1945 agisse conformément aux intérêts de Washington. Aussi, le prix Nobel d'économie, l'Américain, Joseph Stiglitz, a-t-il raison de qualifier le FMI d'institution au service de son principal actionnaire, les Etats-Unis. «Si l'analyse des déséquilibres mondiaux par le FMI n'est pas équitable, si le Fonds n'identifie pas les Etats-Unis comme étant le principal coupable, s'il ne concentre pas son attention sur la nécessité de réduire le déficit budgétaire américain par des impôts plus élevés pour les citoyens les plus riches et de dépenses plus faibles en matière de défense, la pertinence du FMI risque fort de décliner au cours du XXI<sup>e</sup> siècle», prévenait-il dans un entretien accordé au journal économique *Les Echos* daté du 5 juin 2006. Toujours est-il que les pays riches ne sont pratiquement pas concernés par les décisions du FMI, et qu'ils tiennent pour peu de choses les recommandations de rigueur qu'il préconise dans leur direction. Autrement dit, le jour où on verra le FMI menacer de ses fourches caudines un pays comme le Japon, l'Allemagne ou la France (sans parler des Etats-Unis), pour avoir dérogé aux règles prescrites, ce jour-là n'est pas pour demain.

Qui plus est, même la Banque mondiale a commencé à prendre ses distances par rapport aux politiques préconisées par le FMI lui reprochant de trop mettre l'accent sur la stabilisation macro-financière accompagnée d'une exigence de réduction des capacités d'intervention des Etats, au détriment des préoccupations sociales et du chômage. Ces Etats, comme on l'a vu dans le cas de l'Algérie, ne disposent d'aucune marge de manœuvre et ne font que veiller à l'application stricte des recommandations du FMI inscrites dans le Plan d'ajustement structurel.

La crise financière internationale que nous vivons va-t-elle radicalement changer la donne ? Sans doute que non. Mais la gravité de cette crise qui aurait pu déboucher sur l'effondrement du système financier international, a permis d'ouvrir un débat sur le retour de l'Etat. Car la situation actuelle a montré que la thèse ultralibérale du marché autorégulateur n'est plus de mise. «Le marché ne se suffit pas à lui-même ; le marché ne soigne pas le marché», estimait le 27 septembre dernier le directeur du FMI, le Français Dominique Strauss-Kahn. Ajoutant dans un entretien accordé au *Journal du Dimanche* «c'est la fin d'une période où l'on a cru que le marché suffisait à réguler l'activité financière. Je pense que c'est terminé». En effet, la décision prise par le gouvernement des Etats-Unis de venir en aide aux banques en difficultés — 700 milliards de dollars débloqués pour éponger leurs dettes — suivie par les décisions annoncées au sommet de Paris par la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie, annoncent le retour de l'Etat régulateur, de la réglementation publique et des nationalisations si longtemps dénoncées comme étant une hérésie par les tenants de l'ultralibéralisme capitaliste. «La finance doit être contrôlée (...) Nous sommes prêts à le faire si on nous en donne le mandat. Nous sommes dans notre rôle, et je le revendique», ajoutait le directeur du FMI.

Reste à savoir comment l'idée esquissée par Dominique Strauss-Kahn, d'un FMI conçu comme une sorte de service public mondial, va être accueillie par les tenants de l'ordre ultralibéral qui s'accrochent à leurs dogmes en dépit de la débâcle soufflant sur les marchés boursiers.

H. Z.